



TUNISIE ET EGYPT

Révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient

La Tunisie, jusqu'à aujourd'hui

La Tunisie possède une histoire riche durant laquelle successivement les carthaginois, les romains, les vandales, les arabes, les berbères, les ottomans, dirigèrent le pays. Les contours modernes du pays s'établissent durablement à partir du 19^e siècle lors de la dynastie des Bey Husseinites.

La fin du 19^e siècle est une période importante dont les conséquences se perçoivent encore aujourd'hui. En raison de la politique ruineuse des Beys, de la hausse des impôts et d'interférences étrangères dans l'économie, le pays connaît peu à peu de graves difficultés financières. Tous ces facteurs contraignent le gouvernement à déclarer la banqueroute en 1869 et à créer une commission financière internationale anglo-franco-italienne. C'est l'occasion pour les grandes puissances européennes, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, de s'introduire dans le pays. La Tunisie se dirige à peine vers une indépendance réelle en 1873, qu'elle retombe sous le joug d'une puissance étrangère.



Pratique ayant toujours cours de nos jours, sous le prétexte mensonger d'aider à la bonne gestion du pays et/ou d'aider à sa libération de l'action de terroristes, les français interviennent militairement en avril 1881 et imposent un « Protectorat » avec la bénédiction des allemands et des anglais. Le régime de protectorat est renforcé par les conventions de la Marsa en juin 1883, qui accordent à la France le droit d'intervenir dans la politique étrangère, la défense et les affaires internes de la Tunisie. La France représente dès lors la Tunisie sur la scène internatio-

nale, et ne tarde pas à abuser de ses droits et de ses prérogatives pour exploiter le pays comme une colonie.

Au sortir de la seconde guerre mondiale et après une lutte anti-coloniale de plusieurs dizaines d'années, la Tunisie acquiert son indépendance en trois étapes de 1954 à 1956. Mais cette indépendance n'aura un réel caractère positif pour le peuple tunisien que lors de sa phase socialiste. Dès la fin des années soixante se met en place une dictature politique et économique organisée et soutenue par les états occidentaux : interdiction du parti communiste en 1963, libéralisation de l'économie sous le ministère de Hédi Nouira à partir de 1972, Bourguiba est déclaré président à vie en 1975, attaques et répressions récurrentes contre le principal syndicat l'UGTT à partir de janvier 1978 (« Jeudi Noir »), mise sous la tutelle du FMI en 1986, prise du pouvoir de Ben Ali en novembre 1987 et répressions de la société civile avec de très nombreuses arrestations de prisonniers politiques.

Les grandes puissances ont besoin de garder les anciennes colonies sous leur contrôle

En effet, dans le capitalisme libéral, les compagnies sont soumises à une concurrence sans merci. Dans cet univers impitoyable, il faut pouvoir réaliser un maximum de bénéfices pour ne pas être éliminé ou absorbé par les concurrents. Dans cette lutte sans merci, les grandes puissances capitalistes ont besoin pour leurs multinationales d'avoir un accès facile aux matières premières, d'exploiter une main d'œuvre bon marché, de trouver des débouchés pour les capitaux qu'elles accumulent et finalement, de contrôler les zones stratégiques pour le développement du commerce.

C'est là que les dictateurs entrent en scène ! Logiquement, un gouvernement démocratique, représentant les intérêts de sa population n'accepterait pas que des multinationales pillent les richesses de son pays et asservissent ses citoyens. Il a donc fallu placer à la tête de ces pays des dirigeants corrompus, prêts à laisser nos multinationales se servent librement, pourvu que la patte soit graissée. Pour maintenir ce système en place et empêcher toute forme de contestation, **les puissances occidentales ont financé l'appareil répressif des dictateurs**. On comprend mieux maintenant pourquoi Michèle Alliot-Marie (UMP) a voulu apporter son soutien à Ben Ali en logistique anti-manifestation...



Pour compléter ces dispositifs de maintien de l'ordre établi, les médias et politologues occidentaux nous abreuvant de clichés répétés à l'envie : le monde arabe n'est pas prêt pour la démocratie, retards éducatifs et sociologiques, influence trop importante de la religion musulmane qui est rétrograde et dangereuse, etc. : le fameux choc des civilisations. Et bien sûr, ce sont les Etats occidentaux qui sont les seuls garants de la démocratie, du progrès social et économique et les peuples arabos-musulmans qui représentent le danger, l'ennemi, les retardés, les archaïques.

Or à la grande surprise générale de tous ces gens là, la Tunisie a cassé d'un seul coup tous les ressorts de cette propagande par des manifestations populaires d'une ampleur fantastique. Elle a donc ouvert la voie : son propre séisme socio-politique a engendré des ondes de choc se propageant jusqu'à ses voisins : l'Egypte, la Libye, le Yémen, la Jordanie et même dernièrement l'Algérie. Et tous ces peuples, qui vivaient sous le joug de dictatures installées et soutenus par les argentiers du Capital, démontrent tous les jours et sans relâche, depuis des semaines, leur volonté acharnée de liberté, de justice et de progrès social.

Oui les peuples arabes aspirent et sont prêts à se battre pour obtenir des avancées démocratique majeures.

Oui les peuples arabes ont pris leurs destinées en main avec courage, dignité et maturité.

Il est important que les ouvriers et les employés, français et européens, se servent de l'exemple de nos camarades tunisiens, égyptiens :

- Il n'y a rien d'inéluctable aux situations qui sont les nôtres. La lutte unifiée du peuple dans un élan massif est un moyen de tordre et de faire partir les pouvoirs qui nous volent, nous trahissent. Comme eux, **LUTTONS ENSEMBLE** contre nos profiteurs, nos exploitateurs.
- Il faut **résister aux tentations populistes anti-musulmanes** qui sévissent en France depuis plusieurs années. Les mouvements en cours démontrent que le prolétariat arabe a les mêmes intérêts et les mêmes besoins que ceux d'Europe. Ils ne portent, comme nous, que la volonté de vivre décemment, en démocratie et dans le partage. **LUTTONS contre la DIVISION** entre les prolétaires de tous les pays.
- Il faut **résister à la désinformation des médias français** qui protègent les intérêts de leurs financeurs. Les mouvements en Tunisie et en Egypte sont des mouvements sociaux dans lesquels les intégristes n'ont pas de place. Ne croyez pas les médias qui vous brandissent la crainte d'une menace islamiste.

Source : Grégoire Laliou, *Investig'Action* (www.michelcollon.info)

**SOUTIEN À NOS CAMARADES,
SANS CONDITIONS
SANS APPRÉHENSIONS**

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Une attaque directe à nos conditions de vie.



Les prochaines élections cantonales sont l'occasion pour tout le monde d'élire ses représentants au sein du conseil général. Ce sera aussi la dernière fois. En effet, le gouvernement nous a préparé une petite surprise, dont personne, malgré son importance capitale, ne nous parle. Il s'agit de la Réforme des Collectivités Territoriales.

Expliquant que la France compte trop « d'étages » administratifs, qui coûtent chers (le fameux « mille feuille » qui d'ailleurs se retrouve dans beaucoup de pays d'Europe), le gouvernement veut supprimer l'autonomie locale des communes.

Prenons ici un peu le temps de comprendre ce qui se prépare.

Finies, les élections cantonales !

Pour commencer, il faut comprendre pourquoi ce sera la dernière : à l'avenir, une seule élection permettra d'élire les membres du Conseil Territorial, qui siégeront au Conseil Général ET au Conseil Régional. Bien entendu, cette mesure va réduire de moitié nos représentants et donc nos moyens d'expression. **Moins nombreux et plus loin de nous, nos élus nous représenteront de moins en moins !**

Cette élection sera de type « uninominale majoritaire à deux tours », c'est-à-dire qu'une seule personne sera élue, à la majorité. Seuls les gros partis seront donc en mesure d'être représentés. C'est la mort des petits partis ! Il est nécessaire pour les patrons et les banquiers que l'UMP/PS continue de privatiser nos services publics.

En outre, 1 fonctionnaire territorial sur 2 ne sera pas remplacé lors de son départ à la retraite. Le salaire des fonctionnaires restant sera divisé en une part fixe, et une part variable selon résultat. **C'est l'introduction du management dans l'administration.**

Le désengagement de l'Etat

De plus en plus de responsabilités qui, avant, étaient du domaine de compétence de l'Etat sont transmises aux instances locales. En affectant l'entretien de certaines routes nationales aux départements, mais sans l'accompagner du budget correspondant, l'Etat se décharge de cette responsabilité, et de plus déplace le mécontentement (routes mal entretenues, impôts mal employés, etc.) sur les instances locales.

De la même manière, le RSA, qui représente en lui-même une attaque forte du Code du Travail —qui est le début du travail gratuit pour les patrons— est payé par le département, alors que le RMI était pris en charge par l'Etat.

Le département et les communes pouvaient décider de l'emploi de leur argent (c'était la clause de compétence générale). Avec cette réforme, cette clause disparaît. Le domaine (dit de compétences) où les départements et les communes peuvent dépenser leur argent, sera fixé par la loi. Les domaines où ils ne peuvent plus dépenser leur argent, deviendront du domaine privé, bien entendu. Il suffira alors, par exemple, de modifier la loi pour interdire aux communes de gérer la distribution de l'eau potable, et donc d'imposer la gestion de celle-ci par des sociétés privées (Générale des Eaux, Vivendi, Lyonnaise des Eaux). L'entreprise privée a comme objectif le développement de son bénéfice et non celui de la qualité du service qu'il rend.

Métropolisation

Le point qui a sûrement le plus d'importance est la suppression progressive des communes. Il est en effet prévu de favoriser les communautés de communes, les communautés urbaines (Strasbourg, Lille, Bordeaux) et les grands centres métropolitains (Paris, Marseille, Lyon) afin de leur donner un réel pouvoir administratif supérieur aux communes qui les composent. Autrement dit, tout va se concentrer —argent et pouvoir— autour de la métropole et la campagne va se retrouver sans aucun moyen pour assurer sa survie.

Interdiction des co-financements

Là où, auparavant, une commune pouvait demander une aide financière du département ou de la région pour créer une crèche, rénover une route etc., demain ce ne sera plus possible. Il sera donc nécessaire mécaniquement pour les petites communes de se regrouper pour ne pas se retrouver asphyxiées.

Cela accompagne la suppression déjà effective de la taxe professionnelle ! Cette taxe était le dernier impôt prélevé directement sur le capital, car elle était calculée sur l'investissement de l'entreprise. Elle a été supprimée au profit de la CET (Contribution Économique Territoriale). Ce changement réduit de près d'un quart le budget du département. Comment les départements feront pour compenser cette perte et assurer tout de même leur fonction ? En augmentant les taxes locales (taxe d'habitation, taxe foncière). Ce sont donc les ménages qui paieront ce que les entreprises ne payent plus.

En outre, les communautés de communes vont percevoir une partie de la CET au détriment du département. C'est la fin du réseau des 36'000 communes, le premier échelon de la démocratie. Là où, aujourd'hui la population pouvait avoir un contact direct avec leurs représentants locaux, et bien demain, cette proximité va disparaître. Nous serons gouvernés par des gens que nous ne contrôlons ni ne connaissons.

Le département, c'est le sport associatif, ce sont les transports extra-urbains (Réseau 67), c'est l'entretien et le déneigement des routes, etc. C'est la gestion de notre vie quotidienne. Avec cette nouvelle réforme, à l'image de toutes les réformes antisociales imposées par le gouvernement de Sarkozy et voulues par l'Europe, c'est un pas de plus en faveur du capitalisme, au détriment du développement social. En luttant contre cette nouvelle réforme, nous manifestons notre refus de laisser le capital poursuivre ses attaques contre les travailleurs.

Moins d'impôts pour les patrons, c'est plus d'impôts pour les ouvriers et les salariés !

...

L'autonomie des départements et des communes, c'est moins de services publics et plus d'impôts !

NOUS ÉDITONS AUSSI UN JOURNAL : *CHANTIERS*

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse et d'information, sur le plan local, national et international. Il livre aussi des informations régulières concernant les initiatives de nos organisations. Pour vous abonner, veuillez adresser un chèque à l'ordre de :

Coordination Communiste (10 euros = 6 numéros)

Coordination Communiste, BP 51, 59007 LILLE Cedex

TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ, DÉPASSER LE CAPITALISME

Les cantonales : entretien avec André Hemmerlé, candidat PCF du Neuhof.

QR : Comment a commencé votre engagement politique et syndical ?

André Hemmerlé : Etant salarié dans une entreprise du port du Rhin, j'ai vécu la situation des travailleurs dans cette société et je me suis décidé à m'engager contre le patronat qui vit du travail des autres. Mon engagement a d'abord été syndical : le salaire, les conditions de travail, la défense de l'emploi. En avançant dans la lutte, je me suis rendu compte que le syndicalisme n'avait pas vocation à gouverner. D'où, mon engagement politique pour la transformation de la société. C'est sur les bases de la lutte des classes (opposition entre les patrons et les ouvriers) que je me suis engagé dans le Parti Communiste. Je lutte syndicalement et politiquement pour une transformation de la société, pour la fin du capitalisme et pour le communisme.

QR : Pourquoi cette candidature aux cantonales ?

AH : Le canton du Neuhof est d'abord mon canton ce qui fait que je connais les préoccupations de sa population. Je veux être avec Michèle Bardot, porteur des aspirations de changement de la population. Le mieux vivre et la transformation profonde de cette société ne se régleront ni aux cantonales, ni aux régionales, mais par le passage à un autre système économique et un autre système politique. Ma suppléante et moi combattons avec la population non seulement les effets de la crise mais aussi ses causes : le capitalisme.

QR : Quels sont les axes de votre programme pour le Neuhof ?

AH : Le premier problème à régler est la question de l'emploi. Parce que le chômage, c'est la misère, l'impossibilité de se nourrir correctement, l'impossibilité de se loger. Donc la priorité pour le quartier, c'est développer l'emploi au quartier pour le quartier. Un autre axe de notre programme, c'est le droit à un logement correct à loyer modéré. Le loyer aujourd'hui représente de 40 à 50% du salaire, de 60 à 70% pour un SMIC. L'enseignement est aussi un aspect important pour la population du Neuhof. Préserver les postes d'enseignants, c'est défendre des conditions correctes pour l'ensemble des enfants : pas de classes surchargées, des enseignants disponibles. Dans cette idée, une de nos propositions pour le Conseil Général est la "gratuité cartable" (pas seulement quelques livres, mais tout de la plume à la gomme). L'école doit être totalement gratuite. Le gouvernement de Sarkozy et de ses potes veut non seulement privatiser l'éducation nationale, mais aussi avoir une population moins cultivée, moins formée dans l'espoir de pouvoir mieux nous manipuler.

QR : Qu'avez-vous retiré de la bataille des retraites ?

AH : Le mouvement social du début d'année est quelque chose de formidable. C'est d'abord des millions de salariés, de travailleurs, de retraités et de sans emplois dans la rue. C'est un mouvement social très profond. Sarkozy et son gouvernement donnent des conseils aux chefs d'état de Tunisie, d'Égypte, et d'Algérie sur comment écouter les révoltes. Mais quand en France, plusieurs millions de salariés sont dans la rue, le gouvernement lui ne bouge pas, Sarkozy lui ne part pas. C'est véritablement scandaleux ! Quand on regarde les résultats du CAC 40

et les revenus des dirigeants de ces entreprises, on voit que l'argent existe. Au début du 20^e siècle, on parlait des 200 familles, aujourd'hui elles sont nettement plus riches qu'elles ne l'étaient à l'époque. Pendant que les salariés eux font les trois huit, travaillent la nuit et doivent travailler jusqu'à 65 ans. C'est l'extermination des travailleurs pour ne pas payer leurs pensions et pour verser des dividendes aux plus riches. Mais, cette bataille n'est pas finie.

QR : C'est la vraie violence, la violence sociale ?

AH : Par rapport à la violence et à l'insécurité, nous disons que la première des violences c'est le licenciement. Quand on licencie un salarié, on lui enlève de quoi vivre, on met sa famille dans la misère, c'est la première des violences. Si on commence par régler le problème de l'emploi et qu'on donne la possibilité à chacun d'avoir un emploi, une perspective d'évolution dans la société, les problèmes des violences se résorberont d'eux-mêmes.

QR : Quelles sont alors les perspectives ?

AH : Les germes d'une transformation sociale sont là. Les gens ne veulent plus de cette société. Nos perspectives pour les cantonales, c'est de porter ce projet de changement de société, et de vie meilleure. C'est de lutter pour cette transformation. Nous ne disons pas : "votez pour nous, on va régler les problèmes à votre place". Nous disons : "ensemble nous transformerons cette société". C'est construire avec la population, avec les salariés avec ou sans emploi, avec les exclus que nous lutterons. Nous on sera à côté des travailleurs, on trouvera des solutions avec les salariés, pour maintenir nos industries dans les quartiers et autour de Strasbourg.

QR : Comment faire au niveau du Conseil Général ?

AH : Nous devons fédérer les mécontentements, les revendications et les propositions de transformation. Le Conseil Général peut intervenir sur le logement ou la formation professionnelle, par exemple. Au lieu de reverser les fonds de formation professionnelle au privé, on peut avec les représentants syndicaux des entreprises et les comités d'entreprise voir comment on peut développer de la formation professionnelle en liaison avec l'éducation nationale. Il s'agit de former les gens à des diplômes qualifiants et non des diplômes privés à usage unique. Voilà, les aspects que l'on peut creuser et discuter au sein des quartiers, avec les gens.

QR : Quelle est votre position sur la suppression de la taxe professionnelle ?

AH : Tout simplement contre : nous sommes contre la suppression de la taxe professionnelle, nous pensons même qu'il faut l'augmenter, car au fond, c'est le seul impôt sur le capital. En effet, cette taxe est calculée à partir des investissements, à partir du capital qui revient au patron.

QR : En conclusion ?

AH : Être dans cette campagne électorale, c'est être porteur de la nécessité de transformation de la société, et essayer de gagner le plus de monde possible à ces idées de progrès. La raison de notre présence aux cantonales, c'est la défense des besoins des gens, et la satisfaction de leur besoins.

